

ASSURANCE SOCIALE

La carte Chifa sera généralisée à l'ensemble des assurés sociaux d'Oran

En marge de l'inauguration des portes ouvertes sur la Sécurité sociale, organisées du 19 au 23 de ce mois en cours par l'agence Cnas d'Oran au Palais des expositions, le directeur de l'agence a déclaré que l'attribution de la carte Chifa sera, désormais, généralisée à l'ensemble des assurés sociaux, soit à peu près 486 000 personnes, à compter de la semaine prochaine.

Selon le directeur de la Cnas, sur les 80 000 assurés sociaux inscrits dans le cadre de la première phase de ce projet, lancée au début de l'année écoulée et qui était censée toucher l'ensemble des malades chroniques et retraités, 63 000 d'entre eux en ont déjà bénéficié.

En fait, cette première phase était une étape-test, car pour bon nombre de responsables de cette agence, cette période «d'essai» devait permettre au personnel de cette administration ainsi qu'à certains professionnels de la santé, notamment les pharmaciens et médecins traitants conventionnés avec la Cnas, de s'y adapter.

Entre-temps, l'on saura que le blocage de l'attribution ou du renouvellement des livrets de tiers payant a été décidé dans l'unique objectif d'inciter leurs détenteurs à se présenter pour récupérer leur carte Chifa.

Pour ce secteur, particulièrement réputé pour sa mauvaise qualité de prestations de services, qui d'ailleurs n'a jamais cessé de susciter le mécontentement des citoyens, cette initiative entreprise par la Cnas représente un élan remarquable, en termes de modernisation et de gestion des dossiers des assurés.

Afin d'alléger la charge sur les centres-pilotes, initialement retenus pour la mise en



Photo : DR

application de ce projet, l'on saura qu'actuellement 15 centres dotés de cette technologie sont opérationnels. Pour sa part M. Kellil Abdel Rahim, directeur adjoint de la Caisse nationale d'assurance sociale, a expliqué que la stratégie de réforme

actuellement entamée par la tutelle dans l'objectif de la modernisation de ce secteur se penche également sur le développement de la qualité de services, tout en œuvrant à maintenir l'équilibre financier de cette institution.

Ben Aziz

BOUIRA

Les fonctionnaires de l'APC de Haïzer toujours en grève

Un bras de fer semble être engagé entre la wilaya et les fonctionnaires de l'APC de Haïzer.

D'un côté, des fonctionnaires qui ont entamé une grève illimitée en refusant de travailler avec l'actuel P/APC, dessaisi des prérogatives de gestion budgétaire et d'équipements de la commune au profit du chef de daïra et de l'autre, l'administration de la wilaya qui refuse de les écouter et de prendre en charge leurs doléances.

Cette situation risque de dégénérer à

l'occasion de la célébration du double anniversaire du Printemps berbère 1980 et du Printemps noir 2001. C'est du moins ce que l'on a perçu au sein de la population de cette commune qui suit les événements de très près et qui soutient à fond la revendication des fonctionnaires qui ne veulent plus travailler avec l'actuel P/APC.

Selon des citoyens que nous avons pu interroger à ce sujet, le départ du P/APC devient plus que nécessaire et la wilaya, plutôt que de faire dans le pourrissement,

devra décider de la dissolution de l'APC et l'organisation de nouvelles élections ou du moins, procéder à l'installation d'un administrateur en bonne et due forme qui puisse gérer convenablement les affaires de la commune. En tout état de cause, le silence affiché par la wilaya et le refus du wali de recevoir les représentants des fonctionnaires sont mal perçus par la population de Haïzer, qui voit en ces gestes un mépris avéré à son égard.

Y. Y.

M. Zenasni

SIDI-BEL-ABBÈS

Les écumeurs des maisons et chantiers de construction derrière les barreaux

C'est avec un grand soulagement que les habitants de Sidi-Bel-Abbès ont appris la nouvelle de l'arrestation des sept cambrioleurs qui écumaient les maisons et chantiers de construction. Suite à la plainte de 11 victimes, la police a entrepris des investigations et mené des rondes de patrouille, notamment la nuit. Quatre de ces malfaiteurs munis d'un sac contenant des outils destinés aux effractions, en plus d'une mobylette leur servant de moyen de transport, ont été interceptés la nuit dans le quartier le Rocher. Après leur interrogatoire, ils auraient reconnu leur implication dans huit vols.

Menant plus loin leur enquête, les policiers ont arrêté trois autres personnes du même groupe, dont deux étaient en train de se partager le butin alors que le troisième, muni de son attirail, était sur le point de cambrioler une maison. Présentés devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès, les sept mis en cause ont été écroués.

A. M.

GUELMA

Le P/APC, des élus et des cadres de la commune de Madjez-Amar devant la justice

Une dizaine de personnes, dont l'actuel président de l'APC, des cadres gestionnaires et d'exécution de la commune de Medjez-Amar, distante de 10 km du chef-lieu de wilaya de Guelma, ont comparu samedi devant le procureur de la République près le tribunal de Oued Zenati, wilaya de Guelma.

Ces personnes sont appelées à répondre de divers actes qui auraient été commis à la mairie de Medjez-Amar.

Dans cette affaire «scandaleuse», les éléments de l'enquête, entamée depuis plusieurs mois par la brigade

de la gendarmerie de ladite localité, font apparaître la passation de marchés contraire à la loi, le trafic d'influence, détournement de deniers publics, le trafic dans la gestion du social...

Tard dans l'après-midi de samedi dernier, les mis en cause étaient toujours entendus par le magistrat instructeur.

Cette affaire n'a pas laissé indifférente l'opinion publique locale de par ce que contient le dossier, notamment en matière de gestion du filet social.

A. Boudeffa

TLEMCEN

Les producteurs de lait réagissent

Dans une lettre adressée aux producteurs de lait, le PDG de l'Onalait informe les partenaires de l'Office de lait Mansourah que le prix du lait à la livraison sera dorénavant de 27 DA le litre au lieu de 38, soit une baisse de 7 DA. Contacté par nos soins, le responsable de Giplait confirme cette baisse en expliquant : «Ces nouveaux prix répondent au souci majeur de la préservation du pouvoir d'achat du consommateur, d'autant plus que les producteurs bénéficient d'une subvention de 12 DA par litre. Le prix du sachet de lait est cédé actuellement à 23,55 DA aux revendeurs et 25 DA au consommateur.» Le responsable de Giplait rappelle que lorsque la conjoncture était favorable, les producteurs ont bénéficié d'une augmentation conséquence du prix du litre de lait, qui est passé de 22 à 31 DA. Aujourd'hui il faut tenir compte des aléas de l'économie de marché tout en protégeant les petites bourses.

Les habitants de Aïn Fettah ne veulent pas de la carrière

Les habitants de la petite et paisible et bourgade de Tawya, dans la commune de Aïn-Fettah, sont en colère. Ils l'ont fait savoir en adressant une pétition aux autorités pour demander la délocalisation du projet d'exploitation d'une carrière par un entrepreneur privé. Selon eux, ce projet est une menace pour l'environnement et la santé de la population. La région étant connue pour sa vocation agricole et ses vergers, il y a, en effet, une menace pour les petits fellahs qui n'ont d'autres ressources que ces terres ancestrales qui leur assurent une production vivrière. Aïn Tawya, la source dont le village porte le nom alimente toute la commune, et reste la plus exposée à la pollution. Espérons que l'appel de ces citoyens sera entendu.

AÏN M'LILA

Détenu pour trafic de devises, un Libérien déclaré sidéen

Les faits remontent au mois de février 2009, lorsque les services de sécurité, et sur renseignements, arrêtaient une bande de trois malfaiteurs spécialisés dans le trafic de devises. Les trois bandits, dont un de nationalité libérienne en situation irrégulière et détenant un passeport falsifié, écrouaient leurs faux billets dans les wilayas de l'est (Oum-El-Bouaghi, Khenchela et Constantine).

L'enquête menée par les services de gendarmerie de Aïn M'lila s'est soldée par la découverte de tout un matériel utilisé par les malfaiteurs, composé d'ordinateurs, papier et différents cachets.

De son côté, le procureur de la République près le tribunal de Aïn M'lila a ordonné l'incarcération du sujet libérien et a mis sous contrôle judiciaire les deux autres inculpés. Une série de contrôles médicaux a révélé que le détenu était atteint du virus HIV.

Moussa Chtatha